

Index AI : PRE01/360/2011
22 July 2011

Des centaines de familles haïtiennes expulsées d'un camp de fortune installé après le tremblement de terre

Quelque 500 familles haïtiennes ont été expulsées de force d'un camp de fortune situé dans le centre de Port-au-Prince et se retrouvent sans abri pour la troisième fois depuis le séisme dévastateur de janvier 2010.

Les expulsions ont commencé la semaine dernière aux abords du stade Sylvio Cator, dans le centre de la capitale, semble-t-il à l'approche d'un grand événement sportif.

Les autorités municipales auraient versé aux familles 174 euros pour partir, mais ne les ont pas prévenues suffisamment à l'avance et ne leur ont pas proposé de solutions de relogement adaptées.

« Le maire de Port-au-Prince doit arrêter d'expulser illégalement des victimes du tremblement de terre jusqu'à ce que des solutions de relogement adaptées soient trouvées pour toutes les familles déplacées, a indiqué Javier Zuñiga, conseiller spécial à Amnesty International.

« En mettant des familles à la rue pour la troisième fois depuis le séisme de 2010, les autorités haïtiennes manquent à leur obligation de protéger leurs droits à un niveau de vie suffisant et à un logement convenable. »

Quelque 7 000 personnes avaient trouvé refuge dans le stade Sylvio Cator au lendemain du séisme. Elles en ont été expulsées en avril 2010 et plusieurs centaines de familles ont alors installé un camp de fortune aux abords du stade.

Ce site compte parmi les six camps pour personnes déplacées « les plus visibles » que le président haïtien Michel Martelly a voués à la fermeture.

Le maire de Port-au-Prince Jean Yves Jason se serait rendu dans ce camp le 12 juillet pour prévenir les habitants qu'ils devaient partir dans les trois jours ou qu'ils seraient expulsés de force. Il s'agissait semble-t-il du premier avertissement d'expulsion imminente qu'ils recevaient et aucune décision de justice ne leur a été présentée.

Le maire est revenu accompagné de policiers le 15 juillet pour procéder à l'expulsion.

Les autorités municipales avaient désigné une petite zone de marais à deux kilomètres du camp pour reloger les personnes déplacées. Cependant, une centaine de familles seulement ont pu y être transférées et le site ne dispose d'aucune installation quelle qu'elle soit. On ignore où sont parties les autres familles.

En Haïti, c'est actuellement la saison des pluies et des cyclones et les familles se heurteraient à de grandes difficultés pour construire des abris sur ce site.

Dans tout le pays, des milliers de camps de fortune sont apparus immédiatement après le séisme de janvier 2010, qui a détruit les maisons de centaines de milliers de personnes.

Plus de 600 000 personnes vivent toujours dans des camps, dans des conditions précaires. Selon un rapport de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) publié en mars 2011, près de 160 000 d'entre elles risquent d'être expulsées.

En novembre 2010, la Commission interaméricaine des droits de l'homme a demandé aux autorités haïtiennes d'adopter un moratoire sur toutes les expulsions dans les camps et a recommandé que toutes les personnes expulsées illégalement soient transférées vers des sites disposant de conditions minimales sanitaires et de sécurité.

« Dix-huit mois après le tremblement de terre qui a dévasté Haïti, les conditions de vie dans la plupart des camps sont toujours très dures, a indiqué Javier Zuñiga.

« Pour que les efforts de reconstruction en Haïti portent leurs fruits, il faut faire bien davantage pour accélérer la construction d'abris, rétablir les services élémentaires et rendre leur dignité à ceux qui continuent de vivre dans les camps. »